Ile-de-France

Insee conjoncture

Insee
Mesurer pour comprendre
Ile-de-France

Juillet 2013 - n° 03

Léger mieux pour l'économie francilienne

Dans la zone euro, après un moindre repli au premier trimestre 2013, l'activité devrait s'améliorer lentement durant le reste de l'année, grâce au dynamisme des échanges mondiaux et à une reprise des investissements des entreprises. L'activité en France resterait quasiment stable, grâce à un rebond de l'activité manufacturière mais avec une demande intérieure toujours faible.
L'économie francilienne se caractérise au premier trimestre 2013 par un niveau d'emploi salarié en faible hausse et par une poursuite de la progression du taux de chômage. Les ventes de logements neufs augmentent début 2013 mais la fréquentation hôtelière reprend difficilement.

Jocelyne Mauguin, Insee Ile-de-France

Synthèse régionale

En Ile-de-France, l'emploi salarié marchand se redresse faiblement au premier trimestre 2013. Le taux de chômage est à son plus haut niveau depuis 2004. Sur les cinq premiers mois de l'année 2013, le nombre de créations d'auto-entreprises est plus faible que celui observé sur la même période de l'année 2012, alors que le nombre de créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs est en hausse. Les ventes de logements neufs augmentent au début de l'année 2013. L'activité hôtelière a des difficultés à repartir.

Contexte international

Dynamisme modéré de l'activité mondiale

Au premier trimestre 2013, l'activité dans les pays avancés a rebondi comme prévu (+ 0,4 % après 0,0 %). En particulier, l'accélération de l'activité a été nette au Japon grâce au redémarrage des exportations et aux Etats-Unis, soutenue par une consommation des ménages particulièrement dynamique malgré le durcissement fiscal. Elle a en revanche été décevante dans les économies émergentes, notamment en Chine.

Dans la zone euro, l'activité s'est repliée, pour le sixième trimestre consécutif, à un rythme toutefois moindre qu'au trimestre précédent (- 0,2 % après - 0,6 %). Les situations nationales sont contrastées : l'activité allemande a seulement rebondi de 0,1 % et les importations allemandes se sont nettement repliées. L'activité a reculé en France (- 0,2 %) et encore plus en Espagne et en Italie (- 0,5 % et - 0,6 %).

L'activité mondiale devrait rester robuste d'ici fin 2013, avec un dynamisme sans excès dans les économies émergentes, une expansion aux Etats-Unis (autour de + 0,5 % par trimestre) et plus encore au Japon (+ 0,6 % par trimestre). L'activité dans la zone euro devrait connaître aussi un léger mieux d'ici fin 2013 (+ 0,1 % par trimestre).

Contexte national

Timide éclaircie en France

En France, le PIB a reculé de 0,2 % au premier trimestre 2013, pour le deuxième trimestre consécutif. Les exportations ont reculé (- 0,4 % après - 0,7 %), en raison notamment de la forte baisse des importations allemandes, et la consommation des ménages a stagné (- 0,1% après + 0,1 %), malgré la forte progression des dépenses des ménages en énergie (+ 5,0 %), du fait des températures plus rigoureuses qu'à l'habitude début 2013. Côté offre, la production manufacturière a continué de se replier (- 0,1 % après - 2,1 %) et l'activité a ralenti dans les services, pénalisée par le manque de vigueur de l'activité industrielle et de la demande des ménages.

D'ici fin 2013, la demande intérieure continuerait de manquer de tonus, mais le recul de l'activité s'interromprait néanmoins. Ainsi, au deuxième trimestre 2013, grâce au rebond des exportations (+ 1,3 %) et à la reconstitution des stocks dans l'industrie manufacturière, l'activité se redresserait (+ 0,2 %). En 2013, le pouvoir d'achat des ménages se stabiliserait. Il bénéficierait de la baisse marquée de l'inflation mais resterait pénalisé par la dégradation du marché du travail : d'ici fin 2013, plus de 110 000 emplois marchands seraient supprimés et le taux de chômage dépasserait 11,0 % (France entière).

Très légère hausse de l'emploi francilien au premier trimestre 2013

L'emploi salarié marchand a très légèrement progressé, au cours du premier trimestre 2013, après une stabilisation au quatrième trimestre 2012. C'est dans les services marchands hors intérim et dans l'intérim que l'emploi a progressé au premier trimestre 2013 (respectivement 5 100 et 1 800 emplois supplémentaires), alors qu'il est en légère diminution dans l'industrie, le commerce et la construction (3 300 emplois supprimés). En un an, l'emploi a également faiblement augmenté de 0,1 % entre le premier trimestre 2012 et le premier trimestre 2013, alors qu'il a diminué en province (- 0,9 %).

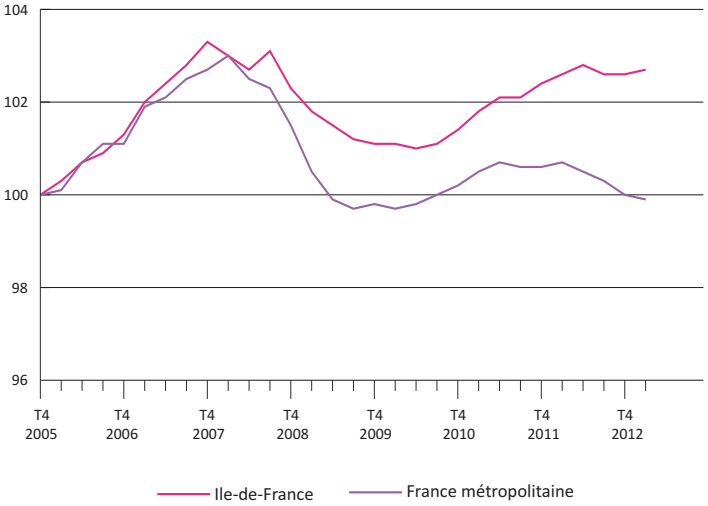
Hors intérim, l'emploi salarié augmente de 0,2 % en un an, avec plus de 9 000 emplois supplémentaires. Cette modeste progression permet à l'emploi francilien de se rapprocher à nouveau de son niveau d'avant la crise de 2008.

Cette évolution est toutefois relativement inégale selon les secteurs d'activité. L'emploi continue de reculer dans l'industrie : - 0,6 % en un an, soit 48 000 emplois en moins dans la région depuis début 2008. Plus précisément, dans le secteur de la fabrication d'équipements électriques, équipements électroniques, informatiques et fabrication de machines, l'emploi salarié continue de diminuer (- 1,5 % en un an, soit une perte de près de 1 200 emplois). En revanche, dans les secteurs de la cokéfaction et du raffinage, des industries extractives, de l'énergie, de l'eau, de la gestion des déchets et de la dépollution, il continue sa progression depuis début 2011 (+ 2,0 % en un an, représentant 1 700 emplois supplémentaires). Dans la construction, l'emploi continue de progresser depuis la reprise amorcée à la fin 2011 (+ 1,5 % en un an, soit 4 100 emplois supplémentaires). Dans le secteur du commerce, le repli amorcé à l'automne 2012 se confirme avec une diminution importante de l'emploi (- 0,6 % en un an, soit une perte de près de 4 400 emplois).

Le secteur des services (hors intérim) continue d'être le principal moteur de l'emploi francilien en termes de postes créés. Avec 9 400 emplois supplémentaires en un an, l'emploi dans les services marchands hors intérim est en légère hausse (+ 0,2 % en un an) et se rapproche à la fin du premier trimestre 2013 du pic de la mi 2012. L'emploi salarié est également en hausse dans les activités scientifiques, administratives et de soutien hors intérim (+ 1,5 % par rapport au premier trimestre 2012, soit près de 12 700 emplois supplémentaires). A l'inverse, l'emploi diminue très légèrement dans les activités financières et d'assurance (- 0,3 %, soit une perte de 1 000 emplois).

En un an, près de 4 900 postes en intérim ont disparu (- 5,4 %). Tous les secteurs sont atteints, mais la baisse de l'emploi intérimaire est particulièrement importante dans la construction. Dans le tertiaire, le repli de l'emploi intérimaire est également sensible dans les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie, ainsi que dans le commerce de détail et les activités financières, mais le nombre d'intérimaires est en hausse dans le secteur des transports et entreposage.

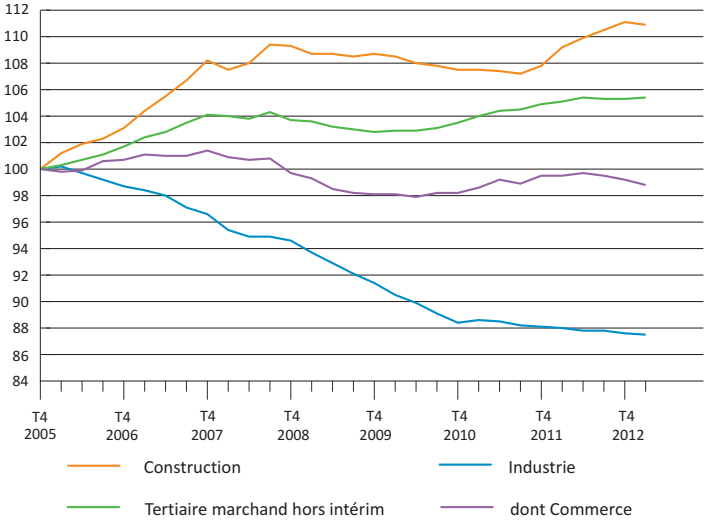
L'emploi salarié francilien croît légèrement au début 2013
(en indice base 100 au 4e trimestre 2005)



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

Progression de l'emploi dans le secteur tertiaire au premier trimestre 2013
(en indice base 100 au 4e trimestre 2005)



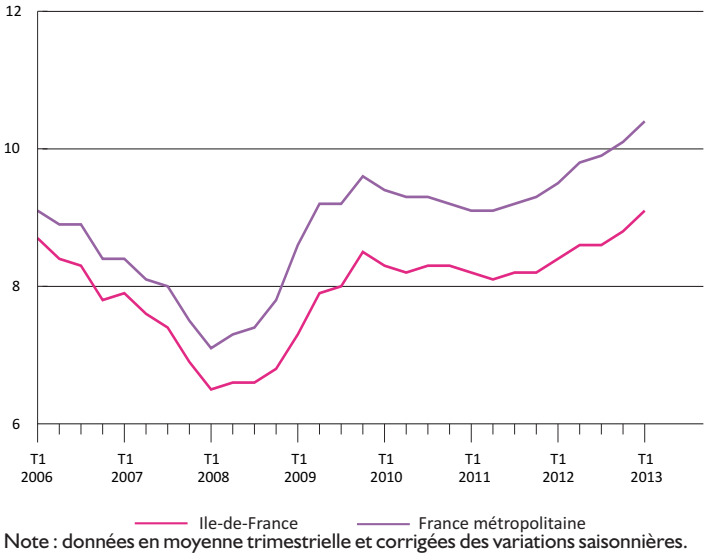
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

Le taux de chômage atteint un niveau record au premier trimestre 2013

Le taux de chômage localisé s'est établi à 9,1 % de la population active en Ile-de-France au premier trimestre 2013, dépassant son plus haut niveau de 2004. Il reste sensiblement plus faible que pour l'ensemble de la France métropolitaine (10,4 %). Il a augmenté de 0,3 point par rapport au quatrième trimestre 2012, au même rythme que pour la France métropolitaine. Par rapport au premier trimestre 2012, la hausse est légèrement plus faible en Ile-de-France (+ 0,7 point) qu'en France métropolitaine (+ 0,9 point). Cette progression du taux de chômage a affecté tous les départements franciliens. En un an, elle a été la plus élevée en Seine-Saint-Denis (+ 1 point) et dans le Val-d'Oise (+ 0,8 point), la plus faible à Paris (+ 0,5 point). Au premier trimestre 2013, le taux de chômage varie de 7,5 % dans les Yvelines à 13,1 % en Seine-Saint-Denis.

Le taux de chômage francilien toujours en haussse au premier trimestre 2013
(en %, CVS)



Note : données en moyenne trimestrielle et corrigées des variations saisonnières.

Source : Insee, taux de chômage localisés

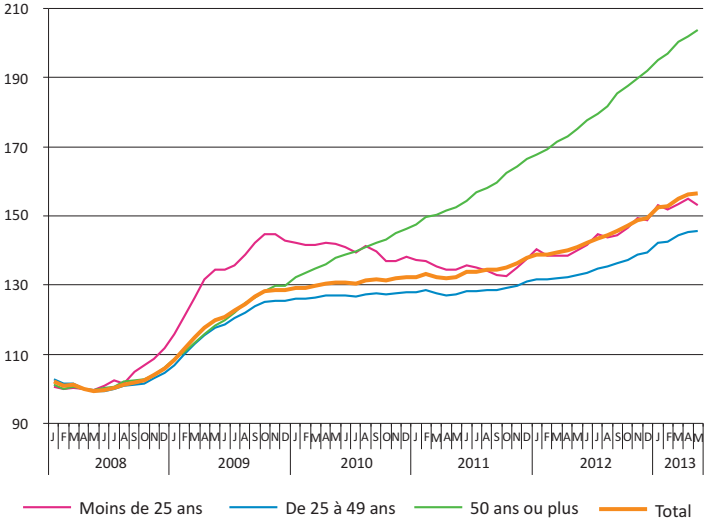
Le nombre d'inscrits à Pôle emploi toujours très élevé en mai 2013

En mai 2013 , le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi a progressé et se maintient au plafond atteint au tout début de l'année. Fin mai 2013, 836 990 demandeurs inscrits étaient immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Ile-de-France (catégories A, B, C). Parmi eux, 606 500 n'avaient pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A). Pour ces derniers, la hausse en un an est particulièrement forte (+ 10,9 %), à un rythme semblable à celui de la France métropolitaine (+ 11,5 %). Dans la région, cette hausse concerne principalement les seniors (+ 16,2 %). Cette évolution est en partie liée au relèvement progressif de l'âge minimal d'éligibilité à la dispense de recherche d'emploi (DRE) à compter de l'année 2009 et à la suppression du dispositif depuis le 1er janvier 2012.

Par département, la croissance du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A) depuis fin mai 2012 est un peu plus faible à Paris, dans les Hauts-de-Seine et le Val-d'Oise, mais plus forte dans tous les autres départements de la région. Elle atteint + 1 % en moyenne chaque mois en Seine-et-Marne depuis un an.

Fin mai, 332 860 inscrits sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an (en catégories A, B, C), soit 39,8 % des demandeurs d'emploi. Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée a fortement augmenté au cours des derniers mois (11,8 %).

Forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus



Données CVS - indice base 100 en avril 2008.
Champ : demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois.

Source : Pôle emploi, Dares

Diminution des créations d'auto-entreprises au début de l'année 2013

Avec près de 58 000 entreprises créées dans la région de janvier à mai 2013, le nombre de créations d'entreprises est resté élevé, mais est inférieur au niveau observé au cours de la même période de l'année précédente (- 2 %). Cette réduction renforce l'inflexion de l'évolution des créations d'entreprises initiée depuis l'automne 2012, tout en étant cependant légèrement moins prononcée qu'au niveau national (- 2,5 %).

Cette diminution concerne particulièrement les activités de services où le nombre de créations a diminué de 3,7 % au cours de cette période (17 000 créations entre janvier et mai 2013), ainsi

Les créations d'entreprises continuent de diminuer au début de l'année 2013

Créations d'entreprises	Cumul janvier - mai 2013		Evolution en glissement annuel (%) *		
	Total créations	Part des auto-entreprises (%)	Total créations	Auto-entreprises	Créations hors auto-entreprises
Industrie	1 898	58,8	-2,1	-6,3	4,7
Construction	7 240	34,2	-5,5	-22,4	6,6
Commerce, transports, hébergement, restauration	13 889	43,0	0,0	-2,9	2,3
Information et communication	5 198	58,7	-4,5	-3,8	-5,5
Activités financières	1 535	21,3	24,2	41,6	20,2
Activités immobilières	1 534	16,2	-2,5	-4,2	-2,2
Activités de services	16 989	56,5	-3,7	-4,7	-2,3
Enseignement, santé, action sociale	5 081	63,9	5,1	6,3	3,0
Autres activités de services	4 858	71,3	-5,9	-13,0	18,0
Total Ile-de-France	**58 222**	**50,7**	**-2,0**	**-5,8**	**2,3**
Total France métropolitaine	**231 145**	**51,8**	**-2,5**	**-10,1**	**7,1**

* Evolution du cumul janvier - mai 2013 par rapport au même cumul douze mois auparavant.

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

que dans le secteur de la construction (7 200 créations sur ces cinq mois, soit -5,5 %). De même, le recul des créations d'entreprises est important dans les secteurs de l'information et de la communication (5 200 créations, soit -4,5 %). En revanche, le nombre de créations d'entreprises est en hausse dans le secteur des activités financières et s'élève à 1 500 pour la période de janvier à mai 2013.

Entre janvier et mai 2013, le nombre de créations d'auto-entreprises a diminué de 5,8 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette période confirme le moindre engouement pour le statut d'auto-entrepreneur depuis l'automne 2012, alors que le nombre de créateurs ayant opté pour ce statut était en hausse depuis le début de l'année 2012. Cependant, au cours de la période récente, les auto-entreprises continuent de représenter une création d'entreprise sur deux.

Par contre, hors auto-entreprises, le nombre de créations augmente de + 2,3 % entre janvier et mai 2013 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution présente des différences importantes selon la forme juridique choisie : forte augmentation pour les sociétés (+ 13,3 % en un an) et légère baisse pour les entreprises individuelles (- 0,7 %).

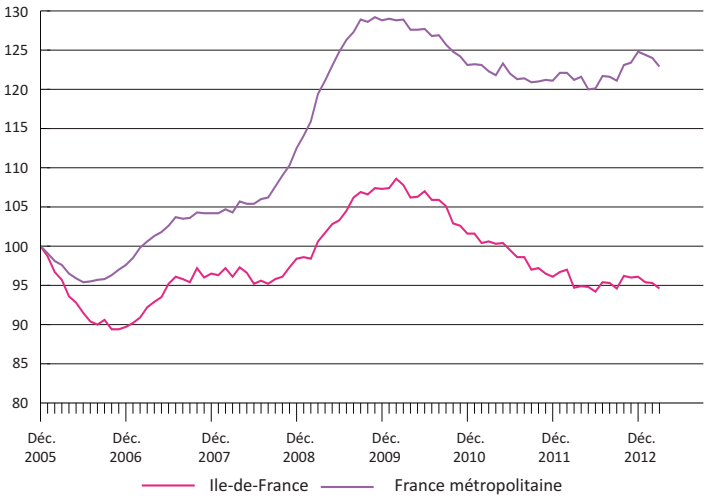
A la fin du premier trimestre 2013, le nombre de défaillances d'entreprises jugées au cours des douze derniers mois est en forte baisse par rapport aux douze mois précédents (- 5,5 %), à un rythme quasiment identique que pour la France métropolitaine.

Ventes de logements neufs en hausse

Le recul des ventes de logements neufs amorcé fin 2010 s'est arrêté en Ile-de-France. Au premier trimestre 2013, les ventes ont augmenté de 3,6 % par rapport au premier trimestre 2012, alors qu'elles restent en diminution en France métropolitaine (- 2,6%). Les prix de vente de logements neufs au m² continuent de s'infléchir (- 5,4 % au premier trimestre 2013 par rapport au premier trimestre 2012 en Ile-de-France). Les prix de vente des logements anciens continuent aussi de baisser (- 0,8 % en un an), même si la diminution est plus faible depuis l'automne (- 0,1 % au premier trimestre 2013 par rapport au quatrième trimestre 2012). Ils diminuent cependant moins fortement qu'en province (- 1,6 % en un an).

Au premier trimestre 2013, diminution en Ile-de-France du nombre de défaillances jugées au cours des 12 derniers mois par rapport aux 12 mois précédents

(en indice base 100 en décembre 2005)

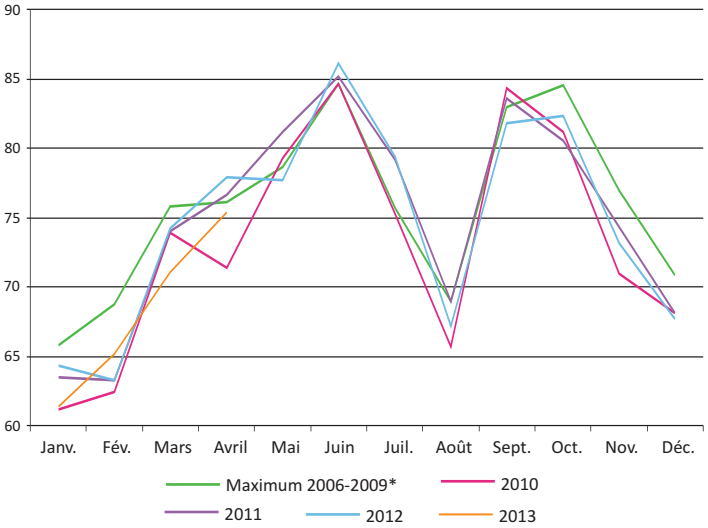


Note : données mensuelles brutes au 10 juin 2013, en date de jugement.
Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France

Fléchissement de la fréquentation hôtelière depuis le second semestre 2012

Evolution du taux d'occupation en Ile-de-France



* Taux d'occupation maximale observé au cours de la période 2006-2009.

Source : Insee, DGCIS, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

Les perspectives d'activité de construction de logements neufs restent favorablement orientées. Au premier trimestre 2013, le nombre de logements autorisés à être construits en Ile-de-France a progressé de 9,1 % par rapport à l'an passé. Par ailleurs, 50 000 constructions de logements ont été commencées sur les douze mois de mai 2012 à avril 2013, contre 45 000 sur les douze mois équivalents de l'année précédente.

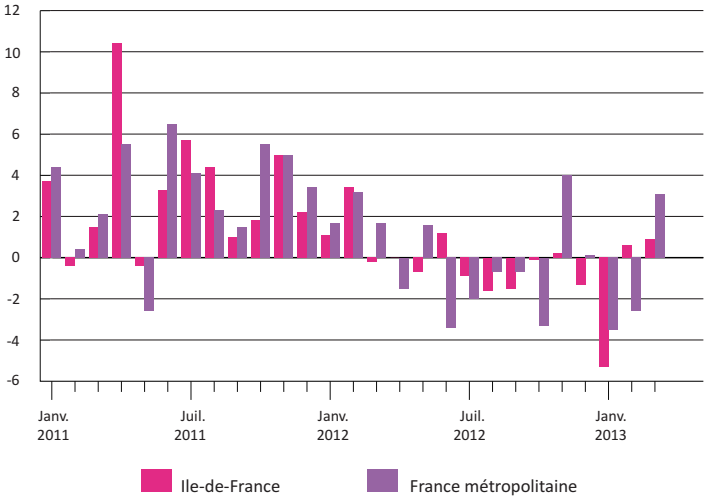
L'activité hôtelière irrégulière au début de l'année 2013

L'activité hôtelière, en repli durant la deuxième moitié de l'année 2012, reprend difficilement et est très variable au cours du début 2013. En effet, depuis août 2012, le taux d'occupation est repassé en dessous du niveau des meilleures années 2006-2009. Entre janvier et avril 2013, les nuitées ont diminué de 2,6 % par rapport à l'an passé.

L'activité pâtit de la forte diminution de la fréquentation hôtelière de la clientèle française (- 7,2 % en un an pour les nuitées sur la période de janvier à avril 2013) qui n'est pas entièrement compensée par la fréquentation plus importante de la clientèle étrangère (+ 2,2 %). Ce sont les clientèles en provenance des Etats-Unis et du Royaume-Uni qui sont en plus forte progression : leurs nuitées progressent respectivement de 62 000 et 61 000 par rapport à l'an passé, pour la période de janvier à avril. La fréquentation de la clientèle en provenance de Chine est en très forte hausse, avec une augmentation de 94 000 nuitées sur la même période. En revanche, les touristes espagnols sont toujours moins nombreux (- 88 000 nuitées) au point de passer en quatrième position de la clientèle européenne de la région, laissant la troisième place à la clientèle allemande derrière les clientèles italiennes et britanniques.

Rédaction achevée le 09 juillet 2013.

Soubresauts pour la fréquentation des hôtels franciliens depuis la fin de l'année 2012
Evolution de la fréquentation dans les hôtels
Evolution du nombre de nuitées du mois de l'année n par rapport au mois de l'année n-1 (en %)



Note : données mensuelles brutes.
Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été rétropolées.

Source : Insee, DGCIS, partenaires régionaux

☛ Pour en savoir plus

« Timide éclaircie » : Insee Note de Conjoncture, juin 2013.

« Une économie francilienne bien morose » : Insee Conjoncture Ile-de-France, n° 02,avril 2013.

« Une économie francilienne encore fébrile » : Insee Faits et Chiffres, n° 301, février 2013.

☛ Sources et définitions

Les **estimations trimestrielles d'emploi** sont fondées sur les évolutions d'emploi issues principalement des statistiques établies par les Urssaf à partir des déclarations des établissements versant des cotisations sociales. Tous les établissements sont pris en compte, sans distinction de taille. L'Insee interroge également directement certaines grandes entreprises nationales sur l'évolution de leurs effectifs. L'indicateur d'emploi intérimaire est élaboré par la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à Pôle emploi. Les séries trimestrielles sont calées sur les estimations annuelles qui sont produites à partir du dispositif ESTEL (Estimations d'emploi localisé). Ces estimations sont corrigées de la multi activité et correspondent à un concept d'emploi répertorié au sens du Bureau international du travail (BIT). Ainsi, toute personne ayant effectué un travail déclaré au cours de la dernière semaine de l'année est comptabilisée.

DEFM : les demandeurs d'emploi en fin de mois sont les personnes inscrites à Pôle emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

Catégorie A, B, C : personnes sans emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Catégorie A : personnes sans emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, n'ayant eu aucune activité au cours du mois..

Directrice de la publication : Sylvie Lagarde - © Insee 2013 - ISSN : 1635-9984